

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS  
DE BELGIQUE

**ORDRE DU JOUR  
DES SÉANCES PLÉNIÈRES**

Semaine du 23 au 27 avril 2018

**MERCREDI**  
**25 avril 2018**  
**à 14 h 15**

### **Rapport**

Rapport de la Commission d'enquête parlementaire chargée d'enquêter sur les circonstances ayant conduit à l'adoption et l'application de la loi du 14 avril 2011 portant des dispositions diverses, en ce qui concerne la transaction pénale, n° 2179/7.

[Rapporteurs : MM. Eric Massin et David Clarinval, Mme Sonja Becq et M. Vincent Van Quickenborne]

**à 18 h 05**

Reprise éventuelle de l'ordre du jour de la séance de 14 h 15.

**JEUDI**  
**26 avril 2018**  
**à 14 h 15**

### **Questions orales**

#### **Projets de loi**

1. Projet de loi portant assentiment à la Décision des Représentants des Gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, du 28 avril 2004 concernant les privilèges et immunités accordés à ATHENA, fait à Bruxelles le 28 avril 2004, n°s 2941/1 à 3.

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Sans rapport]

2. Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture sur l'établissement en Belgique par cette organisation d'un bureau de liaison auprès des institutions de l'Union européenne, avec Annexe, faits à Paris le 3 juillet 2013, n°s 2954/1 à 3.

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Sans rapport]

3. Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre le gouvernement du Royaume de Belgique, le gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, le gouvernement de la République française et le gouvernement du Royaume des Pays-Bas relatif à la coopération en matière de défense aérienne contre les menaces aériennes non militaires, fait à Bruxelles le 16 février 2017, n°s 2955/1 à 3.

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteur : Mme Gwenaëlle Grovonius]

4. Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relatif au transport aérien, fait à Bruxelles le 27 février 2017, n°s 2962/1 à 3.

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Sans rapport]

5. Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République de Guinée relatif au transport aérien, fait à Conakry le 2 avril 2015, n°s 2963/1 à 3.  
[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Sans rapport]
6. Projet de loi portant des dispositions diverses en matière d'Environnement, n°s 2972/1 à 3.  
[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteur : M. Benoît Piedboeuf]
7. Projet de loi portant assentiment à l'Accord de coopération du 12 mai 2017 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant la mise en oeuvre du règlement (CE) n° 1221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS), et abrogeant le règlement (CE) n° 761/2001 et les décisions de la Commission 2001/681/CE et 2006/193/CE, n°s 2785/1 à 3.  
[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteur : M. Daniel Senesael]

**Prises en considération (Rgt. art. 75, n°s 4, 5, 6, 7)**  
(voir annexe)

**Votes nominatifs**

1. sur les éventuelles motions déposées en conclusion du débat sur le rapport de la Commission d'enquête parlementaire.
2. sur les projets de loi terminés.

---

**à 18 h 05**

Reprise éventuelle de l'ordre du jour de la séance de 14 h 15.

---

## Annexe

### Prises en considération (Rgt. art. 75, n°s 4, 5, 6, 7)

1. Proposition de loi (Mme Karine Lalieux et MM. David Geerts et Stéphane Crusnière) visant à introduire un budget mobilité, n° 3031/1.
2. Proposition de loi (Mme Catherine Fonck) modifiant la loi du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé, visant à instaurer un contingentement des médecins et des dentistes formés dans une université étrangère, n° 3032/1.
3. Proposition de résolution (Mme An Capoen et M. Peter Luykx) relative à la perception par l'ambassade d'Érythrée d'un impôt de la diaspora, n° 3033/1.
4. Proposition de résolution (Mme Els Van Hoof) relative à l'élaboration d'une convention internationale visant à lutter contre la discrimination des personnes âgées, n° 3034/1.
5. Proposition de résolution (Mme Rita Bellens) relative à l'élaboration d'une conduite éthique pour les acteurs de la coopération internationale, n° 3038/1.
6. Proposition de résolution (Mme Gwenaëlle Grovonius et MM. Stéphane Crusnière et Philippe Blanchart) visant à atteindre l'objectif de 0,7 % du revenu national brut (RNB) consacré à la Coopération belge au développement, n° 3040/1.
7. Proposition de loi (MM. Stéphane Crusnière, Ahmed Laaouej et Frédéric Daerden) modifiant le Code d'impôt sur les revenus 1992 et visant à soutenir les PME et à encourager les investissements productifs générateurs d'emplois, n° 3041/1.
8. Proposition de loi (M. Philippe Goffin) modifiant la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat en ce qui concerne les commissions de nomination pour le notariat, n° 3044/1.
9. Proposition de loi (Mme Julie Fernandez Fernandez et consorts) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et visant à interdire l'enfermement de mineurs accompagnés ou non, n° 3045/1.
10. Proposition de loi (Mme Carina Van Cauter et M. Luk Van Biesen) modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de promouvoir l'économie des arts plastiques, n° 3046/1.
11. Proposition de loi (Mme Fabienne Winckel et consorts) modifiant la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes, afin de promouvoir les bonnes pratiques entre les entreprises et de permettre la création d'un label "Égalité salariale", n° 3049/1.

12. Proposition de résolution (Mme Ine Somers et MM. Damien Thiéry et Jan Vercammen) visant à instaurer un plan d'action en vue d'améliorer considérablement la littératie en santé des Belges, n° 3050/1.
-